

UN PACIFIQUE PLUS PROPRE EN 2025

Stratégie de gestion des déchets et de la
pollution dans la région du Pacifique

Plan de mise en œuvre

2016–2019



UN PACIFIQUE PLUS PROPRE EN 2025

Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région du Pacifique

PLAN DE MISE EN ŒUVRE

2016–2019



Bibliothèque du PROE – Catalogage des données de publication

Un Pacifique plus propre en 2025 : Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région du Pacifique. Plan de mise en œuvre 2016–2019
Apia, Samoa : SPREP, 2018.

36 p. 29 cm.

ISBN: 978-982-04-0585-1 (en ligne)

1. Réduction des déchets --Océanie.
 2. Réduction de la source (gestion des déchets).
 3. Enfouissement des déchets Océanie.
 4. Ordures ménagères et élimination des ordures ménagères – Océanie
- I. Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
II. Titre

363.728

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2018.

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée exclusivement avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, dans la mesure où la source est dûment citée. La reproduction de cette publication destinée à la revente, ou à toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Photo de couverture : © Stuart Chape

Publié en novembre 2018 par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2016

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

PO Box 240, Apia, Samoa

+685 21929

sprep@sprep.org

www.sprep.org *L'environnement océanien. garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*



Sommaire

Acronymes et définitions	2
Introduction	5
Application	5
Méthode de mise en œuvre	5
Partenaires potentiels	8
Donateurs et partenaires du développement	8
Organisations intergouvernementales International	8
Régional (Pacifique)	8
Ministères et organismes gouvernementaux	9
Organismes d'enseignement et de recherche	9
Organisations non gouvernementales	9
Organisations professionnelles	9
Autres	9
Activités de mise en œuvre	10
A. Renforcement de la capacité institutionnelle	10
B. Promouvoir les partenariats public-privé 2016–2019	14
C. Mettre en œuvre de bonnes pratiques durables dans le cadre d'activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	15
D. Renforcement de la capacité humaine	24
E. Optimiser la diffusion des résultats et des expériences en matière de gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants.	26
F. Renforcement de la coopération régionale et nationale	28

Acronymes et définitions

ACIAR	Australian Centre for International Agricultural Research (Centre australien de recherche agronomique internationale)
ACOTRED	Association des Professionnels de Collecte et Traitement des Déchets Pacifique (Nouvelle-Calédonie)
ADEME	Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Énergie
AMSA	Australian Maritime Safety Authority (Direction australienne de la sûreté maritime)
AOSIS	Alliance of Small Island States (Alliance des petits États insulaires)
APTC	Australia Pacific Technical College
ASTSWMO	Association of State and Territorial Solid Waste Management Officials (association des autorités de gestion des déchets solides des états et des territoires)
CCAC	Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-lived Climate Pollutants (coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat)
CI	Îles Cook
CPSC	(Central Pacific Shipping Commission) Commission du transport maritime dans le Pacifique central
CORP	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique
CSIRO	Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth)
DFAT	Australian Department of Foreign Affairs and Trade (ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce)
UE	Union européenne
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FFA	Forum Fisheries Agency (agence des pêches du Forum)
FJ	République de Fidji
PF	Polynésie française
ÉFM	États fédérés de Micronésie
GIZ	German Corporation for International Cooperation (Agence allemande de coopération internationale)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
ITCP	Integrated Technical Cooperation Programme (programme intégré de coopération technique)
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
CIB	Commission baleinière internationale
JICA	Japan International Cooperation Agency (Agence japonaise de coopération internationale)
KI	République de Kiribati
MCES	Micronesian Chief Executives Summit (Sommet des dirigeants de Micronésie)
MFAT	Ministry of Foreign Affairs and Trade (ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande)
MSG	Melanesian Spearhead Group (groupe mélanésien du Fer de Lance)
NA	Nauru
NC	Nouvelle-Calédonie
BNGC	Bureaux nationaux de gestion des catastrophes
ONG	Organisations non gouvernementales
NI	Nioué
NIWA	National Institute of Water and Atmospheric Research (institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère)
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration (administration nationale de l'océan et de l'atmosphère -États-Unis)
NZ	Nouvelle-Zélande
OCO	Oceania Customs Organisation (organisation des douanes de l'Océanie)
ODS	Ozone Depleting Substances (substances appauvrissant la couche d'ozone)
PA	République de Palaos

PACMA	Pacific Islands Maritime Association (association maritime des îles du Pacifique)
PALM	Pacific Islands Leaders Meeting (Sommet des dirigeants du Pacifique)
ÉTIO	États et territoires insulaires océaniques
PIDF	Pacific Islands Development Forum (Forum pour le développement des îles du Pacifique)
PIFS	Pacific Islands Forum Secretariat (Secrétariat du Forum des îles du Pacifique)
PILON	Pacific Islands Law Officers' Network (réseau des fonctionnaires de justice des îles du Pacifique)
PIMLA	Pacific International Maritime Law Association (association océanique du droit maritime international)
PIPSO	Pacific Islands Private Sector Organisation (Organisation du secteur privé des îles du Pacifique)
PIRRIC	Pacific Islands Regional Recycling Initiative Council (conseil pour une initiative régionale du recyclage pour les îles océaniques)
PMTA	Pacific Maritime Transport Alliance (alliance du transport maritime dans le Pacifique)
PNA	Parties to the Nauru Agreement (parties à l'accord de Nauru)
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
POETCOM	Pacific Organic and Ethical Trade Community (communauté pour le commerce équitable et biologique dans le Pacifique)
PPA	Pacific Power Authority (autorités en matière d'énergie dans le Pacifique)
PPE	Personal Protective Equipment (équipement personnel de protection)
PRIF	Pacific Region Infrastructure Facility (centre d'infrastructure de la région du Pacifique)
PSSA	Particularly Sensitive Sea Areas (Zones maritimes particulièrement vulnérables)
PWWA	Pacific Water and Wastes Association (association de l'eau et des déchets du Pacifique)
RMI	République des îles Marshall
SA	État indépendant du Samoa
SI	Îles Salomon
CPS	Secrétariat de la Communauté du Pacifique
PROE (Sec)	Programme régional océanique de l'environnement (le secrétariat)
SPTO	South Pacific Tourism Organisation (Office du tourisme du Pacifique Sud)
SROS	Scientific Research Organisation of Samoa (organisation de recherche scientifique du Samoa)
SWANA	Solid Waste Association of North America (association pour la gestion des déchets solides en Amérique du Nord)
TK	Tokélaou
TO	Tonga
TV	Tuvalu
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PNUE-PAM	Programme des Nations unies pour l'environnement - Programme d'action mondial
PNUE-CIET	Centre international d'écotechnologie du Programme des Nations unies pour l'environnement
UNISDR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes)
UoG	Université de Guam
UoG CIS	Université de Guam, Centre for Island Sustainability (centre du développement durable insulaire)
UPNG	Université de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
UPS	Université du Pacifique Sud
VU	Vanuatu
WasteMINZ	Institut de gestion des déchets de Nouvelle-Zélande
WCP	Waste, chemicals and pollutants (déchets, produits chimiques et polluants)
CPPOC	Commission des pêches du Pacifique occidental et central
WF	Wallis-et-Futuna
OMS	Organisation mondiale de la Santé
WMAA	Waste Management Association of Australia (association de gestion des déchets en Australie)

Introduction

La stratégie « Cleaner Pacific 2025 » est une stratégie globale à long terme portant sur la gestion durable des déchets et le contrôle et la prévention de la pollution de manière intégrée dans les îles du Pacifique, sur les dix prochaines années (2016/2025). « Cleaner Pacific 2025 » fournit un cadre de gestion stratégique pour répondre aux problématiques sur la gestion des déchets, des produits chimiques et des polluants (WCP) et permet d'atténuer les menaces associées qui pèsent sur le développement durable de la région (tableau 1).

Ce plan de mise en œuvre sur quatre ans (2016/2019) a été élaboré en consultation avec les États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) et attribue des responsabilités pour chaque activité à la fois au Secrétariat et aux ÉTIO. À l'échelle du pays et du territoire, plusieurs entités nationales ont été choisies en tant qu'organismes responsables, notamment les ministères de chaque État chargés de la gestion des déchets et de la prévention de la pollution, de la santé, de la biosécurité et les autorités nationales maritimes. La réussite de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025) à l'échelle nationale exige cependant l'implantation de mécanismes solides de coordination nationale. Le plan de mise en œuvre exige que les ÉTIO mettent en place des comités directeurs nationaux composés de plusieurs parties prenantes concernant les déchets, les produits chimiques et les polluants (WCP) ; mesures qui devraient être prises rapidement pour veiller à la coordination actuelle et au suivi du soutien.

Application

Le présent document reprend les sujets du Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025) dont les déchets municipaux solides, l'amiante, les déchets électriques et électroniques, les déchets des activités de soins, les produits chimiques (tels que les polluants organiques persistants, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone [ODS] et le mercure), les huiles et lubrifiants usagés, les déchets en mer, la pollution causée par les navires, les déchets issus des catastrophes écologiques et les déchets liquides.

Méthode de mise en œuvre

La méthode globale de mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025) se base sur six étapes principales : la collecte de données régionales ; l'élaboration de politiques et de réglementations ; la promotion de partenariats publics-privés ; l'application de bonnes pratiques ; l'amélioration des capacités humaines et la mise en avant des meilleures pratiques par le biais d'un échange régional et de l'éducation communautaire.

Collecte des données régionales : le degré de priorité des questions de gestion des déchets et des polluants sera évalué et hiérarchisé à l'échelle nationale. Les problématiques seront également organisées par ordre de priorité à l'échelle régionale. Cela permettra des interventions ciblées afin d'améliorer la gestion des déchets et des polluants grâce à un processus intégré et coordonné. Les gouvernements et les autres parties prenantes recevront des conseils scientifiques et de gestion de grande qualité portant sur la gestion des déchets et sur la lutte contre la pollution à l'échelle nationale (et régionale).

Élaboration des politiques et des réglementations : des politiques et des réglementations nationales intégrées de gestion des déchets et de lutte contre la pollution sont nécessaires pour aider à trouver des solutions de gestion des déchets et de lutte contre la pollution financièrement viables sur le long terme. Les gouvernements nationaux seront soutenus dans l'identification de modèles institutionnels permettant la mise en œuvre de telles solutions.

Promotion de partenariats publics-privés : la promotion de partenariats publics-privés contribuera au développement et à l'utilisation de modèles économiques durables et améliorés de gestion des déchets et de lutte contre la pollution dans la région Pacifique. Cette démarche devrait comprendre le développement aussi bien du secteur public que du secteur privé grâce à des échanges professionnels et techniques à l'intérieur et à l'extérieur de la région.

Application des meilleures pratiques : des solutions rentables et durables aux problématiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution seront appliquées dans les zones prioritaires définies par des enquêtes régionales. Les meilleures pratiques seront encouragées par les directives régionales élaborées spécifiquement pour les situations dans les îles et les atolls océaniques.

Amélioration des capacités humaines : assister à une formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets, des produits chimiques et des polluants sera une condition essentielle intégrée au programme pour tous les membres du personnel national compétent présents sur les sites du projet, en utilisant, si possible, le modèle de formation des formateurs. Cela encouragera une formation pratique, pertinente et continue sur le long terme pour les travailleurs et les professionnels de la gestion des déchets.

Promotion des meilleures pratiques par le biais d'échanges régionaux et de l'éducation communautaire : le jumelage entre les pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et les PTOM (pays et territoires d'outre-mer) sera développé davantage. L'échange d'informations contribuera également à promouvoir les partenariats publics-privés et à informer les communautés afin de garantir un financement durable des activités liées à la gestion des déchets. Il comprendra l'entretien d'un réseau de recycleurs des déchets du Pacifique qui encouragera l'échange des meilleures pratiques et la diffusion des enseignements tirés à l'échelle régionale.

Tableau 1 : Présentation de Cleaner Pacific 2025

VISION : Un Pacifique plus propre					
MISSION : Mise en place de solutions pratiques et durables pour la prévention et la gestion des déchets et la lutte contre la pollution dans le Pacifique					
Principes directeurs	Objectifs stratégiques	Indicateurs de performance	Références de 2014 D'ici 2020	Objectifs D'ici 2025	Actions Stratégiques
1. Réduire, Réemployer, Recycler, Retourner (3R + Retourner)	Prévention et réduction de la génération de déchets et de la pollution et leurs effets corollaires Nombre d'incidents de pollution marine Nombres d'installations portuaires de réception de déchets	Génération de déchets solides municipaux par habitant (kg/personne/jour)	1,3	1,3	Consolidation de la capacité institutionnelle 1. Mener régulièrement la collecte de données et la gestion des déchets, des produits chimiques et des polluants (WCP) (y compris le stockage, l'interprétation, la diffusion et le partage)
		6 (2 ÉTIO)	0	0	
2. Gestion des produits		5	10	20	2. Élaborer et mettre en pratique des politiques, stratégies, projets et législations de l'État, et renforcer les dispositifs institutionnels
3. Principe du pollueur-payeur	Taux de recyclage des déchets (=quantité recyclée, réemployée, retournée/quantité recyclable) (%)	47 %	60%	75%	Promotion des partenariats entre les secteurs public et privé
4. Principe de proximité	Nombre de programmes de compostage à l'échelle nationale et municipale	18	30	40	3. Mettre au point de nouveaux partenariats publics-privés, dont notamment le renforcement d'encadrements qui étaient déjà en place
5. Transparence	Nombre de programmes de consigne de contenants étatiques ou nationaux	4 (KI, PA, Kosrae, Yap)	7	10	
6. Consultation et participation publiques	Nombre de programmes de responsabilité élargie du producteur pour le traitement des huiles usagées à l'échelle nationale	2 (NC, FP)	3	10	Mise en place de bonnes pratiques durables en matière de gestion de déchets et de substances chimiques et de lutte contre la pollution
7. Approche multisectorielle	Nombre de programmes de responsabilité élargie du producteur pour le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle nationale	1 (NC)	5	8	4. Mise en place des bonnes pratiques en matière de médecine du travail et de sécurité
8. Régionalisme	Nombre de systèmes de collecte des ordures sur le principe de l'utilisateur-payeur à l'échelle du pays et de l'État	9	14	21	5. Mise en place de programmes de prévention et de réduction des WPC
9. Décisions rationnelles	Étendue de la collecte des ordures (% de la population)	88 % (urbaine) (= 35 % nationale)	100 % (urbaine) (= 40 % nationale)	60 % (nationale)	6. Mise en place de programmes de récupération des ressources
10. Principe de précaution	Taux de captage des déchets (= quantité recueillie/quantité générée) (%)	Données insuffisantes	Définir la situation initiale et les objectifs		7. Assainissement des sites contaminés et des stocks de WCP
11. Approche préventive	Nombre de décharges temporaires, illégales et sauvages	Plus de 333	316	300	8. Développer les services de collecte de WCP sur le principe de l'utilisateur-payeur
	Quantité du stock d'amiante (m3)	> 187 891 m ²	159 700 m ²	131 500 m ²	9. Améliorer les infrastructures de gestion et soutenir un fonctionnement et un entretien durables des WPC
12. Adhésion à des conventions régionales et internationales	Quantité de stocks de déchets d'activités de soins (tonnes)	> 76 tonnes	< 20 tonnes	0 tonne	10. Mise en place des bonnes pratiques en matière de surveillance et gouvernance environnementales
13. Partenariat public-privé	Quantité de stocks de déchets d'équipements électriques et électroniques (tonnes)	Données insuffisantes	Définir la situation initiale et les objectifs		Renforcement de la capacité humaine 11. Mise en place de programmes pérennes de renforcement de la capacité humaine
	Quantité de stocks d'huiles usées (m ³)	2 960 m ³	1 480 m ³	0 m ³	
14. Sélection de technologie adaptée et abordable	Quantité de stocks pharmaceutiques et chimiques (tonnes)	Données insuffisantes	Définir la situation initiale et les objectifs		Favoriser la diffusion des conclusions et des expériences en matière de gestion des WPC 12. Utiliser les résultats des projets pour mettre en place des campagnes d'éducation et de changement des comportements à propos des WPC à l'échelle régionale et nationale
	Traitement secondaire des déchets urbains (%)	65 %	Définir la suite de l'évaluation régionale		
15. Récupérer les ressources émanant de déchets et de la pollution	Nombre de programmes de surveillance de la qualité de l'eau et de l'environnement	~ 3 (AS, CI, GU)	5	7	Encourager la coopération régionale et nationale 13. Mis en place d'une table ronde pour un Pacifique propre à l'échelle régionale
16. Améliorer la gestion du cycle de vie des résidus	Nombre d'inventaires nationaux des contaminations et des produits chimiques	2 (SA, PA)	3	6	14. Renforcer la coopération et la coordination à l'échelle nationale et régionale 15. Coopérer pour veiller à une surveillance opportune de Cleaner Pacific 2025

Partenaires potentiels

Pour lutter contre les déchets, les produits chimiques et la pollution dans les îles du Pacifique, il convient de s'associer et d'obtenir le soutien de partenaires stratégiques qui sont impliqués dans des activités complémentaires. La liste suivante répertorie les collaborateurs éventuels (donateurs/partenaires de développement, organismes internationaux, régionaux et nationaux, et organisations non gouvernementales) qui peuvent être sollicités pour un soutien technique et financier dans la mise en œuvre des activités du programme Cleaner Pacific 2025.

À noter que cette liste ne prétend pas être exhaustive : il se peut qu'il existe d'autres collaborateurs éventuels qui n'ont pas encore été répertoriés, surtout à l'échelle nationale. Une approche ouverte et intégratrice de mise en œuvre des activités, quand cela est possible, devrait être adoptée pour encourager d'autres collaborateurs potentiels à se manifester. Cela signifie notamment maintenir des informations actualisées sur les activités du programme WCP sur les sites internet nationaux et régionaux, la publication de communiqués de presse et l'appel de manifestations d'intérêt pour des partenariats.

Donateurs et partenaires du développement

Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

Union européenne (UE)

Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH) (GIZ)

Organisation maritime internationale (OMI)

Agence de coopération internationale du Japon (JICA)

Centre d'infrastructure de la région du Pacifique (PRIF)

Organisations intergouvernementales International

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

Organisation internationale du Travail (OIT)

Commission baleinière internationale (CIB)

Centre des Nations unies pour le développement régional (CNUDR)

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Programme des Nations Unies pour l'environnement - Programme d'action mondial (PNUE-PAM)

Centre international d'écotechnologie du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE-CIET)

Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR)

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Régional (Pacifique)

Commission du transport maritime dans le Pacifique central (CPSC)

Agence des pêches du Forum (FFA)

Organisation des douanes de l'Océanie (OCO)

Association maritime des îles du Pacifique (PACMA)

Forum pour le développement des îles du Pacifique (PIDF)

Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)

Réseau des fonctionnaires de justice des îles du Pacifique (PILON)

Association océanienne du droit maritime international (PIMLA)

Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP)

Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPSO)

Conseil pour une initiative régionale du recyclage pour les îles océaniques (PIRRIC)

Alliance du transport maritime dans le Pacifique (PMTA)

Communauté pour le commerce équitable et biologique dans le Pacifique (POETCOM)

Autorités en matière d'énergie dans le Pacifique (PPA)

Association de l'eau et des déchets du Pacifique (PWWA)

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (SCP)

Office du tourisme du Pacifique Sud (SPTO)

Commission de la pêche au thon du Pacifique occidental et central (WCPTC)

Ministères et organismes gouvernementaux

Australian Maritime Safety Authority (Autorité de sécurité maritime australienne) (AMSA)

Marine française

Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (NOAA) (États-Unis)

Autorités néozélandaises maritimes

Garde-côte des États-Unis

Organismes d'enseignement et de recherche

Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR)

Australia Pacific Technical College (APTC)

Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CISRO)

East West Centre

Griffith University

Institute for Global Environmental Strategies (Institut de stratégies environnementales mondiales) (IGES)

National Institute of Water and Atmospheric Research (Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère) (NIWA)

Université de Guam, Centre for Island Sustainability (centre du développement durable insulaire) (UoG CIS)

Université du Pacifique Sud (UPS)

Organisations non gouvernementales

Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Organisations professionnelles

Association des Professionnels de Collecte et Traitement des Déchets Pacifique (Nouvelle-Calédonie) (ACOTRED)

Association of State and Territorial Solid Waste Management Officials (association des autorités en gestion des déchets solides des États et des Territoires) (ASTSWMO)

Fenua Ma, Polynésie française

Solid Waste Association of North America (association pour la gestion des déchets solides en Amérique du Nord) (SWANA)

Experts in Solid Waste Management in Asia and Pacific Islands (experts en gestion des déchets solides en Asie et dans les îles du Pacifique) (SWAPI)

Waste Management Association of Australia (association de gestion des déchets en Australie) (WMAA)

Waste Management Institute of New Zealand (Institut de la gestion des déchets de Nouvelle-Zélande) (WasteMINZ)

Autres

Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-lived Climate Pollutants (coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat) (CCAC)

Regional 3R Forum in Asia and Pacific Islands (forum régional des 3R en Asie et dans les îles du Pacifique)

Activités de mise en œuvre

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
A. RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE									
1. Le PROE, les ÉTIO et les partenaires effectuent régulièrement la collecte de données sur les déchets, des produits chimiques et des polluants (WCP) et la gestion des WCP (y compris le stockage, l'interprétation, la diffusion et le partage).	1.1. Élaborer, diffuser des méthodes d'évaluation et d'inventaire, notamment pour les déchets solides, les produits chimiques et les déchets dangereux (comme les déchets d'équipements électriques et électroniques), et les déchets d'activités de soins et proposer des formations sur ces thématiques.	PROE (Secrétariat)	Tous	Institutions scolaires nationales et régionales, JICA, SCP, FAO, OMS					Nombre de méthodes d'évaluation créées Nombre de personnes formées en évaluation
	1.2. Élaborer et entretenir une base de données régionales sur les WCP, y compris sur la qualité de l'eau et les données environnementales nécessaires pour alimenter des décisions rationnelles.	PROE (Sec)/SCP	Tous	Ministères WCP, JICA, NIWA					Base de données prête et disponible pour la saisie des données
	1.3. Élaborer un modèle pour le profil par pays et région pour diffuser les informations sur la situation et les priorités des WCP, dont la pollution marine et les déchets marins.	PROE (Sec)	Tous	OMI, PNUE-PAM					Modèles de profil du pays pour les WCP élaborés et diffusés
	1.4. Compléter le profil détaillé des pays sur le niveau et les priorités des WCP, dont la pollution marine et les déchets marins.	Ministères WCP	Tous	JICA, OMI, PROE (Sec), SCP, PNUE-GPA, UoG, programme du massif au récif du FEM					Nombre de profils de pays déposés au PROE (Sec)
	1.5. Évaluer les capacités nationales de réponse aux marées noires et de récupération des ressources en mer et sur terre, et entrer les résultats dans la base de données régionale de WCP.	PROE (Sec)	Tous	Fonds/leviers nationaux de lutte contre la pollution marine, OMI, ITCP, compagnies pétrolières locales					Nombre d'évaluations effectuées de la capacité nationale
	1.6. Compléter les évaluations et les inventaires par pays de WCP pour les déchets solides, les produits chimiques et les déchets dangereux, dont les déchets d'équipements électriques et électroniques et les déchets d'activités de soins.	Ministères WCP	Tous	PROE (Sec), JICA, OMS, SCP, UPS					Nombre d'évaluations effectuées de WCP par pays
	1.7. Compléter une évaluation des risques de pollution marine pour la région afin de hiérarchiser les points de source de risques éventuels de pollution.	PROE (Sec)	Tous	PNUE-PAM					Évaluation effectuée des risques de pollution marine par région
	1.8. Préparer une évaluation stratégique régionale de la situation de la gestion des déchets liquides pour déterminer les zones d'intervention prioritaires.	PROE (Sec)/SCP	Tous	SCP, FAO, PWWA, UoG					Rapports conclus d'évaluation régionale sur la gestion des déchets liquides
	1.9. Préparer une évaluation stratégique régionale de la gestion de la pollution de l'air pour déterminer les zones d'intervention prioritaires.	PROE (Sec)	Tous	OMI, East West Centre, CCAC, PNUE					Rapports conclus d'évaluation régionale sur la gestion de la pollution de l'air

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
1. Le PROE, les ÉTIO et les partenaires effectuent régulièrement la collecte de données sur les déchets, des produits chimiques et des polluants (WCP) et la gestion des WCP (y compris le stockage, l'interprétation, la diffusion et le partage).	1.10. Élaborer et diffuser un ordre du jour de recherche afin de promouvoir la recherche pratique sur les questions de WCP et développer des normes environnementales appropriées. <i>En recherche, les priorités comprennent le devenir, les sources et les répercussions des déchets marins et du mercure ; le recours à des déchets encombrants inertes pour la protection des zones côtières, méthodes d'enfouissements des atolls (dont la méthode de Kiribati) et l'analyse du cycle de vie des activités de gestion des déchets.</i>	PROE (Sec)	Tous	Organismes de recherche et universités nationales et régionales (comme la Griffith University, UPS, UoG CIS, UPNG, NIWA, CSIRO, SROS, Groupe de travail chargé des services informatiques du CORP, SCP					Publication et diffusion de l'ordre du jour pour la recherche
	1.11. Évaluation du bilan gaz à effet de serre (GES) des activités relatives aux WPC (par exemple, les émissions liées à la collecte et l'élimination des déchets les opérations portuaires).	Ministères WCP	CI, RMI, PA, TV, SI, NC, FSM	PROE (Sec), GIZ					Nombre de bilans GES effectués
	1.12. Effectuer des analyses des lacunes dans les installations portuaires de réception des déchets selon les procédures de l'OMI.	PROE (Sec)	Tous	OMI ITCP, NZ Maritime, AMSA, Marine française, garde-côte des États-Unis, JICA					Nombre d'analyses des lacunes effectuées sur les installations portuaires de réception des déchets
	1.13. Mettre en place une procédure de collecte de données dans les zones de priorité suivantes : état de la qualité des eaux maritimes et côtières ; analyses écologiques des milieux lagunaires ; pourcentage de la population avec des prestations courantes de collecte et de traitement des déchets ; taux du détournement des déchets de la décharge par personne ; composition des déchets ; taux de production de déchets par personne.	Ministères WCP	Tous	PROE (Sec), JICA, UoG, NIWA					Nombre de programmes de collecte de données effectués

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
2. Les ÉTIO, soutenus par le PROE et leurs partenaires, élaborent et mettent en pratique les politiques, les stratégies, les projets et les législations de l'État, et renforcent les dispositifs institutionnels afin d'appuyer et de promouvoir les bonnes pratiques de gestion des WCP.	2.1. Effectuer une analyse coûts-avantages pour les ÉTIO à devenir membres des conventions et protocoles appropriés.	Ministères chargés de la ratification des AEM	Les non-membres ; EFM pour la convention sur l'enlèvement des épaves	Les secrétariats de la Convention, PROE (Sec)					Analyse coûts-avantages diffusée aux ÉTIO
	2.2. Développer des exemples de politiques intégrées de soutien à la législation en matière de gestion des déchets solides (dont les 3R + retourner), les déchets d'activités de soins, les déchets dangereux (dont les déchets d'équipements électriques et électroniques, les huiles usagées et les déchets radioactifs), et des produits chimiques. <i>Les exemples de législation doivent inclure une interdiction des déchets dangereux et des produits chimiques conformément aux conventions pertinentes.</i>	PROE (Sec)	Tous	OMS, PNUE-CIET, PPA, PNUE – produits chimiques, JICA, secrétariats de la Convention, PIMLA, PILON					Nombre de politiques types et de législations de soutien mises en place
	2.3. Moderniser les plans des installations portuaires régionales de réception des déchets.	PROE (Sec)	Tous	OMI					Nombre de plans modernisés des installations portuaires régionales de réception des déchets
	2.4. Préparer un modèle régional pour guider l'élaboration de stratégies nationales de prévention contre la pollution (NATPOL)	PROE (Sec)	Tous	OMI					Diffusion du modèle régional
	2.5. Élaborer un dispositif régional d'assurances (comprenant un exemple de règles applicables) pour les navires qui ne sont pas couverts par les régimes de l'OMI relatifs à la responsabilité et à l'indemnisation.	PROE (Sec)	Tous	OMI, SCP, FFA, Commission de la pêche au thon du Pacifique occidental et central, parties à l'Accord de Nauru, organismes de pêche des ÉTIO					Dispositif régional d'assurance mis en place Nombre d'adhésions au dispositif régional d'assurance
	2.6. Élaborer un dispositif régional d'assurance pour le mouvement transfrontalier des déchets dangereux dans le cadre des Conventions de Bâle et Waigani.	PROE (Sec)	Toutes les Parties	Les secrétariats de la convention					Dispositif régional d'assurance mis en place Nombre d'adhésions des ÉTIO au dispositif régional d'assurance
	2.7. Examiner les dispositifs institutionnels de gestion des WCP en vue d'améliorer la prestation de services, la participation du secteur privé et le recouvrement des coûts en matière de WCP.	Ministères WCP	CI, PNG, SA, SI, TV	JICA					Nombre d'exams de dispositifs institutionnels nationaux réalisés

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
2. Les ÉTIO, soutenus par le PROE et leurs partenaires, élaborent et mettent en pratique les politiques, les stratégies, les projets et les législations de l'État, et renforcent les dispositifs institutionnels afin d'appuyer et de promouvoir les bonnes pratiques de gestion des WCP.	2.8. Développer des politiques intégrées nationales de soutien à la législation et aux stratégies de mise en œuvre en matière de gestion des déchets pour inclure les déchets solides, les 3 R + Retourner, les déchets dangereux (dont les déchets d'activités de soins, les déchets d'équipements électriques et électroniques et les huiles usagées) et les produits chimiques. <i>La législation doit être conforme aux obligations de la convention concernée.</i>	Ministères WCP	Tous	Bureaux du procureur général, PROE (Sec), OMS, ministères de la Santé, PPA, JICA					Nombre de politiques intégrées nationales de soutien à la législation et aux stratégies de mise en œuvre élaborées et acceptées
	2.9. Élaborer ou actualiser, accepter et mettre en place des plans de gestion des déchets d'activités de soins pour chaque établissement de santé.	Établissements de santé	Tous	Ministères de la Santé					Nombre de plans réalisés de gestion des déchets d'activités de soins pour les établissements
	2.10. Élaborer des plans nationaux de gestion des déchets causés par les catastrophes.	Bureaux nationaux de gestion des catastrophes (NDMO)/ Ministères WCP	Tous	PROE (Sec), SCP, Ministères WCP/NDMO					Nombre de plans acceptés de gestion des déchets générés par des catastrophes
	2.11. Actualiser le plan national d'urgence pour les cas de marée noire.	Organismes maritimes	FSM, FJ, KI, RMI, NA, NI, PA, PNG, SA, SI, TK, TV, VU	PROE (Sec), AMSA, Autorités néozélandaises maritimes, Garde-côte des États-Unis, Marine française, opérateurs pétroliers					Nombre de plans nationaux d'urgence acceptés en cas de marée noire
	2.12. Adopter des mécanismes de soutien à la protection du milieu marin, comme la désignation de zones marines particulièrement vulnérables (PSSA).	Ministères chargés des affaires maritimes	CI, FJ, PA, PNG	PROE (Sec), OMI, UoG					Déclarations à l'OMI conformément aux directives PSSA de l'OMI
	2.13. Élaborer et mettre en place des programmes nationaux de licence ou de certification pour les prestataires de services en gestion des WCP.	Ministères WCP	Tous	PROE (Sec), JICA					Nombre de programmes de licence ou de certification mis en œuvre
	2.14. Adopter les codes du système harmonisé (SH) de l'Organisation mondiale des douanes pour les WCP y compris pour les SAO et autres produits chimiques.	Ministères des douanes/ Ministères des WCP	CI, KI, RMI, FSM, NA, NI, PA, SA, SI, TO, TV, VU, FJ	OCO					Nombre d'ÉTIO qui ont adopté les codes du SH pour les WCP

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
B. PROMOUVOIR LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ 2016–2019									
3. Le PROE, les ÉTIO et les partenaires doivent mettre en place de nouveaux partenariats public-privé, notamment par le biais de cadres renforcés.	3.1. Préparer des directives régionales sur la participation du secteur privé aux activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants (lien avec le paragraphe 5.2.1)	PROE (Secrétariat)	Tous	PIPSO (Organisation du secteur privé des îles du Pacifique)					Publication d'un guide régional sur la participation du secteur privé aux activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
	3.2. Appliquer les directives régionales dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures incitatives visant à encourager la participation du secteur privé aux activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	Déchets, Substances chimiques et Polluants et Ministères des Finances	Tous	Fournisseurs de services de gestion des déchets, Agence japonaise de coopération internationale (JICA)					Nombre d'organisations du secteur privé participant à la gestion nationale des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
	3.3. Conclure des accords avec des organisations du secteur privé afin de faciliter la coopération en matière de planification, consultation et mise en œuvre des activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, ainsi que l'échange de bonnes pratiques pertinentes.	PROE (Secrétariat)	Tous	PIPSO (Organisation du secteur privé des îles du Pacifique)					Nombre d'accords signés (et actifs) avec des organisations du secteur privé.
	3.4. Conclure des accords avec la Chambre de Commerce ou toute autre organisation nationale pertinente afin de faciliter la coopération en matière de planification, consultation et mise en œuvre des activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, ainsi que l'échange de bonnes pratiques pertinentes.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Chambres de Commerce, Délégués commerciaux					Nombre d'accords signés (et actifs) avec des organisations du secteur privé.
	3.5. Tenir à jour une liste actualisée des points focaux nationaux des organisations du secteur privé impliquées dans la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants et en communiquer les informations pertinentes au PROE (Secrétariat).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Chambre de Commerce					Nombre d'ÉTIO communiquant des informations détaillées sur les organisations du secteur privé du PCM.
	3.6. Tenir à jour une liste des points focaux régionaux des organisations du secteur privé impliquées dans la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants					Publication de la liste des points focaux du PROE des organisations nationales du secteur privé.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
C. METTRE EN ŒUVRE DE BONNES PRATIQUES DURABLES DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS DE GESTION DES DÉCHETS, DES SUBSTANCES CHIMIQUES ET DES POLLUANTS									
4. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail pour les employés officiels et non officiels des secteurs de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	4.1. Préparer des directives régionales sur l'identification, l'évaluation et la gestion des risques pour la santé et la sécurité sur le lieu de travail associés à la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants. <i>Les directives régionales sur la gestion (sous la forme d'un code de pratique régional) doivent inclure des normes minimales relatives à l'équipement de protection individuelle afin de prévenir ou réduire l'exposition professionnelle aux Déchets, Substances chimiques et Polluants.</i>	PROE (Secrétariat)	Tous	OMS, OIT					Publication et diffusion d'un guide régional sur l'identification, l'évaluation et la gestion des risques en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail.
	4.2. Faire respecter l'utilisation de l'équipement de protection individuelle approprié dans toutes les activités de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	Ministères du Travail	Tous	Ministères responsables des Déchets, Substances chimiques et Polluants, l'OMS, les ministères de la Santé et de la Sécurité au travail, les ministères de la Santé, les entreprises privées					
	4.3. Mettre en œuvre des régimes de contrôle des matériaux contenant de l'amiante et des matériaux radioactifs.	Ministères de la Santé/de l'Environnement et responsables des Déchets, Substances chimiques et Polluants	CI, RMI, PNG, SA, SI, TV, NC, FJ, FSM (Îles Cook, République des Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, Tuvalu, Nouvelle-Calédonie, République des Fidji, États fédérés de Micronésie)	Environnement, travail, travaux et entreprises de construction, AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique)					Nombre de régimes de suivi mis en œuvre.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
5. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et ses partenaires, mettront en œuvre les programmes de prévention et de réduction des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	5.1. Préparer des recommandations régionales sur les options visant à mettre en œuvre des programmes pollueur-payeur pour une gestion appropriée des flux de déchets anormaux et encourager une gestion durable des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, OMI, ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Nouvelle-Calédonie Province Sud et TRECODEC (échange d'informations)					Diffusion de recommandations régionales sur les options de réduction des déchets pour les couches jetables et les déchets d'emballage.
	5.2. Revoir les recommandations régionales afin d'identifier les options appropriées pour la mise en œuvre nationale des programmes pollueur-payeur.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat)					Nombre de programmes pollueur-payeur mis en œuvre.
	5.3. Entreprendre une analyse nationale des coûts-avantages des options pour la mise en œuvre des programmes pollueur-payeur.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Sec), Initiative d'analyse coûts-avantages du Pacifique, Province du Sud de la Nouvelle-Calédonie et TRECODEC (échange d'informations)					Nombre d'ÉTIO qui réalisent des analyses coûts-avantages.
	5.4. Préparer un document du Cabinet sur la mise en œuvre des recommandations de l'analyse coûts-avantages.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), JICA, Fournisseurs de services de gestion des déchets					Nombre d'ÉTIO présentant au Cabinet les résultats de l'analyse coûts-avantages.
	5.5. Préparer des recommandations régionales sur les normes d'importation pour les produits durables à haut rendement énergétique (p. ex. les produits blancs).	PROE (Secrétariat)	Tous	Groupes de défense des consommateurs, Secrétariat Ozone du PNUE, Unités nationales Ozone					Diffusion de recommandations régionales sur les produits à haut rendement énergétique.
	5.6. Préparer des recommandations sur les bonnes pratiques visant à minimiser les déchets provenant des produits usagés importés (pneus, véhicules et ordinateurs) et des dons de produits pharmaceutiques et de fournitures de secours en cas de catastrophe.	PROE (Secrétariat)	Tous	Organismes donateurs					Diffusion de recommandations régionales sur la réduction des déchets provenant des biens usagés importés.
	5.7. Adopter de bonnes pratiques visant à minimiser les déchets provenant des produits usagés importés.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous						Nombre d'ÉTIO adoptant de bonnes pratiques visant à limiter les déchets de produits usagés importés.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
5. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et ses partenaires, mettront en œuvre les programmes de prévention et de réduction des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.	5.8. Aider les ÉTIO à réduire, gérer et surveiller les polluants organiques persistants non intentionnels (POPNI).	PROE (Secrétariat)	Tous	Secrétariat de la Convention de Stockholm					Nombre de cas d'assistance à la gestion de polluants organiques persistants non intentionnels (POPNI).
	5.9. Évaluer les options permettant d'identifier les engins de pêche perdus afin de répartir les coûts de nettoyage.	Ministères de la Pêche/organismes de gestion côtière	Tous	FAA					Publication et diffusion du rapport d'évaluation.
	5.10. Organiser un atelier régional pour examiner les options visant à réduire le nombre d'engins de pêche abandonnés et perdus, par exemple en procédant au marquage des engins de pêche.	PROE (Secrétariat)	Tous	Membres métropolitains, FAA, Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest (WCPFC), Parties à l'Accord de Nauru, International Whaling Commission, Pew Charitable Trust (fonds caritatifs Pew), Centre pour la conservation du milieu marin					
	5.11. Accroître la présence d'observateurs sur les navires de pêche actifs dans la région.	Ministères de la Pêche	Tous	FAA					Pourcentage d'augmentation de la couverture d'observateurs.
	5.12. Mettre en place un groupe de travail composé de parties prenantes des secteurs public et privé et de la société civile (ou utiliser des groupes établis) pour élaborer et mettre en œuvre des programmes volontaires visant à réduire les Déchets, des Substances chimiques et des Polluants dans le secteur privé.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	ONG, secteur privé, ministères du Tourisme, de l'Agriculture, des Finances, de la Santé et de l'Environnement					Nombre de programmes volontaires de réduction des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants mis en œuvre.
	5.13. Appliquer les normes reconnues interdisant la vente de denrées périssables au-delà de leur date d'expiration.	Ministères de la Santé, EPA (Agences pour la protection de l'environnement)	CI, SA, SI, TV, FSM (Îles Cook, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, Tuvalu, États fédérés de Micronésie)	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Services des Douanes					Nombre d'ÉTIO mettant en œuvre des initiatives exécutoires.
	5.14. Mettre en œuvre des mesures visant à restreindre et à réglementer l'importation, la manutention, l'entreposage et la vente de produits chimiques et de substances dangereuses.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Secrétariat Ozone du PNUÉ, Services des Douanes, importateurs					Nombre de différents produits chimiques et substances dangereuses réglementés par les ÉTIO.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
6. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et ses partenaires, mettront en œuvre des programmes de récupération des ressources.	<p>6.1. Évaluer les initiatives existantes de récupération des ressources et formuler des recommandations visant à les améliorer et à les reproduire (échelle régionale et nationale). <i>Les initiatives comprennent le recyclage des déchets de Palaos, le recyclage du papier de Fidji, le recyclage des huiles usagées et le recyclage des huiles usagées par l'ULAB.</i></p>	PROE (Secrétariat)	CI, NC, PNG, SA, SI, TV (Îles Cook, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, Tuvalu)	JICA, Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants					Nombre d'initiatives de récupération des ressources évaluées.
	<p>6.2. Rechercher des fonds en vue de mettre en œuvre les recommandations en matière de récupération des ressources, en partenariat avec le secteur privé.</p>	PROE (Secrétariat)	CI, NC, PNG, SA, SI, TV, FSM (Îles Cook, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, États fédérés de Micronésie)	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, JICA, UE, DFAT (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce), Programme d'aide néo-zélandais, PRIF					Nombre de propositions de financement soumises.
	<p>6.3. Réaliser une étude coûts-avantages des options régionales pour les systèmes de valorisation énergétique des déchets.</p>	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, UE, Ministères du Changement climatique, Ministères de l'Énergie					Publication d'une analyse régionale coûts-avantages de la valorisation énergétique des déchets.
	<p>6.4. Explorer et mettre en œuvre des options pratiques pour des programmes de responsabilité élargie des producteurs (y compris des options de mise en conformité) pour le cycle de vie des produits importés, des déchets d'emballages et des déchets volumineux. <i>Les déchets d'emballage comprennent les sacs en plastique, les contenants en verre pour boissons, les bouteilles en plastique, les contenants en fer-blanc pour aliments, les emballages en styromousse pour aliments et boissons et les contenants de pesticides usagés. Les déchets encombrants comprennent les pneus, les véhicules hors d'usage, les engins de construction lourds, les produits blancs, les conteneurs de transport et les bouteilles de gaz.</i></p>	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Bureaux du Procureur général, Ministères des Finances, de l'Industrie et du Travail, JICA, PROE (Secrétariat), FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), Palaos, CPSC (Consumer Product Safety Commission)					Nombre de programmes étendus de responsabilité du producteur pour les emballages et les déchets encombrants mis en œuvre.
	<p>6.5. Évaluer les activités pilotes et à grande échelle de recyclage des déchets organiques (production de compost, de paillis, de charbon de bois, de biochar et de biogaz), et les intensifier le cas échéant.</p>	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	CI, NC, SA, TV (Îles Cook, Nouvelle-Calédonie, État indépendant de Samoa, Tuvalu)	Ministères de l'Agriculture, JICA, CPS, PNUD, POETCOM, ADEME, ACIAR					Publication et diffusion d'un rapport d'évaluation contenant des recommandations concrètes.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
6. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et ses partenaires, mettront en œuvre des programmes de récupération des ressources.	6.6. Mettre en œuvre des projets pilotes à l'échelle communautaire pour la gestion intégrée des flux de déchets organiques (déchets organiques ménagers, déchets de marché et déchets animaux).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	CI, PNG, SA, SI, TV, NC (Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, Tuvalu, Nouvelle-Calédonie)	PROE (Secrétariat), CPS, JICA					Nombre de projets pilotes de recyclage des déchets organiques mis en œuvre avec succès à l'échelle communautaire.
	6.7. Élaborer et mettre en œuvre des programmes « Écoles propres » et « Campus propres » pour encourager l'adoption de bonnes pratiques de réduction et de recyclage des déchets au sein des écoles et institutions éducatives.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Ministères de l'Enseignement	Tous	JICA, PROE (Secrétariat), Secteur privé					Nombre de programmes « Écoles propres » et « Campus propre » mis en œuvre.
7. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et de leurs partenaires, doivent assainir les sites contaminés et les stocks de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants conformément aux bonnes pratiques.	7.1. Entreprendre une étude nationale complète (y compris la géolocalisation) et une évaluation des risques des stocks de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants et des sites contaminés (à mettre en œuvre avec 9.8).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Sec), Samoa américaines, Polynésie française, secteur privé					Nombre d'enquêtes et d'évaluations des risques réalisées à l'échelle nationale.
	7.2. Compiler, tenir à jour et échanger des données avec le PROE (Secrétariat) et d'autres ÉTIO sur les sites contaminés et les stocks de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants contrôlés.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Autorités provinciales et locales, secteur privé					Nombre d'ÉTIO communiquant au PROE des données sur les sites contaminés et les stocks contrôlés.
	7.3. Élaborer des programmes de collecte, de destruction et d'élimination des déchets hérités du passé, en particulier l'amiante, les navires et les épaves, les véhicules hors d'usage, les pneus, les conteneurs maritimes, les déchets électroniques (y compris ceux provenant des activités de construction et de démolition), les vieux produits chimiques, les déchets radioactifs et les stocks de déchets médicaux. <i>Les programmes doivent comprendre la mise en œuvre d'une législation et de politiques nationales visant à prévenir la réaccumulation des stocks.</i>	PROE (Secrétariat)	Tous	UE, OMI, Agences maritimes, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), JICA, Samoa américaines et Guam (échange d'informations), AIEA, secteur privé					Quantité de déchets hérités détruits. Nombre de politiques et de législations nationales d'appui mises en œuvre.
	7.4. Élaborer des programmes d'assainissement des sites contaminés, en particulier les décharges désaffectées, les sites abandonnés, les sites contaminés par des hydrocarbures (y compris les sites pollués par des déversements accidentels) et les sites de stockage de déchets dangereux et de produits chimiques.	PROE (Secrétariat)	Tous	UE, OMI, Agences maritimes, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), JICA, Samoa américaines et Guam (échange d'informations), secteur privé					Nombre de sites contaminés restaurés.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
8. Les ÉTIO, avec l'appui du PROE et de ses partenaires, élargiront les services de collecte de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants financés par les utilisateurs.	8.1. Préparer des recommandations régionales sur les options en matière de financement durable des services de collecte de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, PRIF, NC (information)					Diffuser des recommandations régionales sur les options en matière de financement durable des services de collecte de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.
	8.2. Entreprendre une analyse coûts-avantages des options visant à accroître la couverture nationale et le financement des services de collecte de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	AS, FP, NC, NI, PNG, SI, TO, TV*	PROE (Secrétariat), JICA, Fournisseurs de services de gestion des déchets					Nombre d'ÉTIO qui réalisent des analyses coûts-avantages.
	8.3. Préparer un document du Cabinet sur la mise en œuvre des recommandations de l'analyse coûts-avantages.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	AS, FP, NC, NI, PNG, SI, TO, TV*	PROE (Secrétariat), JICA, Fournisseurs de services de gestion des déchets					Nombre d'ÉTIO présentant au Cabinet les résultats de l'analyse coûts-avantages.
	8.4. Lancer des programmes de sensibilisation auprès des gouvernements et des communautés sur les résultats de l'analyse coûts-avantages.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	AS, FP, NC, NI, PNG, SI, TO, TV*						Nombre d'initiatives de sensibilisation mises en œuvre.

* Samoa américaines, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
9. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et de ses partenaires, doivent améliorer l'infrastructure de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants et favoriser des processus d'exploitation et d'entretien durables.	9.1. Élaborer des propositions de financement en partenariat avec les ÉTIO afin de traiter les domaines prioritaires identifiés par les évaluations stratégiques et les analyses des lacunes réalisées dans le cadre de la Mesure stratégique 1.	PROE (Secrétariat), CPS	Tous	JICA, Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, les organisations du secteur privé, PRIF, membres métropolitains					Nombre de propositions de financement soumises. Nombre de sites réhabilités.
	9.2. Mettre à jour et diffuser des recommandations sur l'amélioration, l'exploitation et l'entretien des décharges (y compris l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation des gaz à effet de serre) sur la base de méthodes telles que la méthode d'enfouissement semi-aérobie de Fukuoka et celle utilisée à Kiribati pour les atolls.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, Guam					Diffusion d'un guide de gestion des décharges.
	9.3. Identifier et diffuser l'information sur le marché des produits recyclables et les installations transfrontalières appropriées pour l'élimination des déchets dangereux.	PROE (Secrétariat)	Tous	Secteur privé, entreprises de recyclage, membres métropolitains, JICA					Diffusion d'informations sur les marchés des produits de base. Diffusion d'informations sur les installations d'élimination transfrontalières.
	9.4. Soumettre des informations sur l'équipement national de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants au PROE et à d'autres ÉTIO.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Autorités provinciales, nationales et locales					Nombre d'ÉTIO soumettant des informations sur les équipements de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants au PROE (Secrétariat).
	9.5. Compiler et diffuser des informations sur les équipements nationaux de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants appropriés et formuler des recommandations sur demande pour encourager la normalisation des équipements au sein des ÉTIO.	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Secteur privé, Fournisseurs de services de gestion des déchets					Diffusion de l'inventaire régional des équipements de gestion de Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
	9.6. Développer la capacité d'entretien des équipements de gestion de Déchets, des Substances chimiques et des Polluants au sein des ÉTIO.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), JICA, PRIF					Nombre d'initiatives pertinentes de renforcement des capacités mises en œuvre.
	9.7. Préparer et diffuser un guide régional R + Retour et autres directives en matière de gestion des déchets.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA					Élaboration et diffusion de Directives R + Retour et autres questions prioritaires en matière de gestion de Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIOPRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
9. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et de ses partenaires, doivent améliorer l'infrastructure de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants et favoriser des processus d'exploitation et d'entretien durables.	9.8. Dresser l'inventaire complet des installations nationales existantes de gestion de Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, en particulier à proximité des zones côtières et riveraines (à mettre en œuvre avec 7.1)	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	JICA, PROE (Secrétariat), CPS, membres métropolitains					Nombre d'inventaires dressés.
	9.9. Optimiser les décharges nationales (le cas échéant) conformément aux recommandations régionales et existantes, et intégrer les bonnes pratiques en matière de financement durable.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), JICA, PRIF, membres métropolitains					Nombre de décharges et de déchetteries nationales optimisées.
	9.10. Construire des sites de stockage nationaux sécurisés (y compris la fourniture d'équipements appropriés) en vue d'une gestion efficace des déchets chimiques et dangereux.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), JICA, PRIF, membres métropolitains					Nombre de sites nationaux de stockage sécurisés en service.
	9.11. Développer des programmes pilotes de gestion décentralisée des déchets liquides et construire des stations d'épuration des boues.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	SA, TV, SI, NC (Samoa, Tuvalu, Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie)	PRIF, PROE (Secrétariat), CPS					Nombre et capacité des stations d'épuration des boues les plus performantes disponibles, respectant les bonnes pratiques.
	9.12. Optimiser les sites d'épuration et d'élimination des déchets de soins de santé et intégrer des mesures de financement durable fondées sur de bonnes pratiques.	Ministères de la Santé	AS, CI, FJ, FP, KI, RMI, NA, NI, PA, PNG, SA, SI, TO, TV, VU*	PROE (Secrétariat), UE, JICA, OMS, CPS, PRIF, Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants					Nombre et capacité des installations de traitement et d'élimination des déchets de soins de santé les plus performantes existantes, respectant les bonnes pratiques.
	9.13. Optimiser les sites de traitement des déchets liés à la biosécurité et intégrer de bonnes pratiques en matière de financement durable.	Autorités chargées de la biosécurité	AS, FP, NI, SI, TO, TV (Samoa américaines, Polynésie française, Nioué, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu)	PROE (Secrétariat), UE, JICA, CPS, PRIF, ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Partenariat contre les espèces envahissantes du Pacifique, FAO					Nombre et capacité de sites de traitement de déchets les plus performants existants, respectant les bonnes pratiques.
	9.14. Engager des ressources humaines et financières pour l'amélioration progressive de l'infrastructure et des services de gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants intégrant de bonnes pratiques en matière de financement durable.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), JICA, OMS, CPS, UE, PRIF					Montant des budgets nationaux et locaux consacrés à la gestion des déchets.

* Samoa américaines, Îles Cook, République des Îles Fidji, Polynésie française, République de Kiribati, République des Îles Marshall, République de Nauru, Nioué, République de Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
10. Les ÉTIO, avec le soutien du PROE et ses partenaires, mettront en œuvre des programmes de suivi et de présentation de rapports sur les bonnes pratiques en matière d'environnement.	10.1. Entreprendre une évaluation régionale de la qualité du sol, de l'air et de l'eau, des tendances et de la capacité de contrôle en vue d'identifier des domaines spécifiques d'intervention stratégique de suivi.	PROE (Secrétariat), CPS	Tous	Institutions régionales et nationales de recherche et de formation (notamment NIWA, l'Institut australien des sciences marines, l'UPS)					Diffusion de l'évaluation régionale sur la qualité de l'eau.
	10.2. Préparer des normes régionales sur la qualité de l'eau, du sol et de l'air.	PROE (Secrétariat), CPS	Tous	Institutions de recherche régionales et nationales					Publication et diffusion des normes régionales sur la qualité de l'eau.
	10.3. Proposer une formation nationale sur les activités de contrôle et de reporting en matière d'environnement (y compris les sites d'élimination des déchets, les stocks de déchets et de produits chimiques, et le contrôle des déchets marins).	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, PWWA (Association des eaux et déchets du Pacifique), CPS, UPS, NIWA (Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère)					Nombre de personnes formées à la surveillance de l'environnement.
	10.4. Mettre en œuvre des programmes nationaux de surveillance de l'environnement, de mise en conformité et de rapports (y compris l'achat et l'installation d'équipements le cas échéant), avec une attention particulière pour la surveillance des points sources.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	JICA, PWWA (Association des eaux et déchets du Pacifique), CPS, UPS, NIWA (Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère)					Nombre de rapports nationaux de surveillance de l'environnement publiés.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
D. RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ HUMAINE									
11. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent mettre en œuvre des programmes de développement durable visant à renforcer les capacités humaines des parties prenantes responsables de la gestion de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.	11.1. Organiser des formations nationales et régionales sur la mise en œuvre des obligations et l'accès aux autres possibilités offertes par les Conventions de Bâle, Waigani, Nouméa, Rotterdam, Stockholm et Minamata, et le Protocole de Montréal.	PROE (Secrétariat)	Parties concernées	Secrétariats des conventions					Nombre de personnes formées aux conventions applicables.
	11.2. Organiser des formations nationales et régionales sur la mise en œuvre des conventions portant sur la pollution marine, conformément au Programme de coopération technique intégré de l'OMI.	PROE (Secrétariat)	Parties concernées	OMI, NZ Maritime, US Coast Guard, Marine française, AMSA (Australian Maritime Safety Authority), CPS, Centres de formation					Nombre de personnes formées aux conventions applicables.
	11.3. Actualiser et encourager la mise en œuvre du programme de formation régional sur la gestion des déchets, en y incluant des évaluations fondées sur les compétences et des modules pratiques.	PROE (Secrétariat)	Tous	Université Griffith, JICA, Centres de formation, AFD, PNUE, secteur privé					Nombre de personnes formées dans le cadre du programme de formation régional sur la gestion des déchets.
	11.4. Organiser des formations nationales et régionales sur l'amélioration, l'exploitation et l'entretien des sites d'élimination des déchets conformément aux bonnes pratiques (notamment sur la méthode d'enfouissement semi-aérobie de Fukuoka et celle appliquée à Kiribati) le cas échéant.	PROE (Secrétariat)	CI, FSM, FJ, KI, NA, NI, RMI, PA, PNG, SA, SI, TO, TV, VU, WF, NC*	JICA, UE, Centres de formation régionaux et nationaux					Nombre de personnes formées à la gestion des sites d'élimination des déchets.
	11.5. Organiser une formation nationale sur la gestion de l'amiante et la radioactivité à l'intention des personnes responsables de la gestion des déchets, des cadres dirigeants et des intervenants d'urgence.	PROE (Secrétariat)	Tous	OMS, OIT, Secteur privé, Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, entreprises de construction					Nombre de personnes formées dans le domaine de la surveillance de la présence d'amiante et de radioactivité.
	11.6. Organiser des formations nationales et régionales sur le captage et la gestion des Substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) à l'intention des recycleurs, des réparateurs d'équipement et des autres personnes participant à la gestion de ce type de substances.	PROE (Secrétariat)	Tous	APTC (Australia-Pacific Technical College), PNUE, ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, Ministères de l'Environnement, Services des Douanes, JICA					Nombre de personnes formées à la saisie et à la gestion des SACO.
	11.7. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion du cycle de vie des produits chimiques.	PROE (Secrétariat)	Tous	PNUE Produits chimiques					Nombre de personnes formées à la gestion du cycle de vie des produits chimiques.
	11.8. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion du mercure.	PROE (Secrétariat)	Tous	Secrétariat de Minamata					Nombre de personnes formées à la gestion du mercure.

* Îles Cook, États fédérés de Micronésie, République des Îles Fidji, République de Kiribati, République de Nauru, République des Îles Marshall, République de Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
11. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent mettre en œuvre des programmes de développement durable visant à renforcer les capacités humaines des parties prenantes responsables de la gestion de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.	11.9. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion des huiles usées.	PROE (Secrétariat)	Tous	CPS, PPA (Association de l'énergie du Pacifique), ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, Fournisseurs de services de gestion des déchets, Secteur privé					Nombre de personnes formées à la gestion des huiles usées.
	11.10. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion des déchets de soins de santé.	PROE (Secrétariat)	Tous	OMS, ministères de la Santé, ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, Fournisseurs de services de gestion des déchets, Secteur privé					Nombre de personnes formées à la gestion des déchets de soins de santé.
	11.11. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion des déchets liés à la biosécurité.	PROE (Secrétariat)	Tous	Services des douanes et de la biosécurité, CPS, OCO, Fournisseurs de services de gestion des déchets					Nombre de personnes formées à la gestion des déchets liés à la biosécurité.
	11.12. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion des déchets électroniques.	PROE (Secrétariat)	Tous	Fournisseurs de services de gestion des déchets, PNUÉ					Nombre de personnes formées à la gestion des déchets électroniques.
	11.13. Organiser des formations nationales et régionales sur la gestion des déchets en cas de catastrophe.	PROE (Secrétariat)	Tous	CPS, NDMO (Bureaux nationaux de gestion des catastrophes), UNISDR (Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations unies, Samoa américaines, Polynésie française, JICA					Nombre de personnes formées à la gestion des déchets en cas de catastrophe.
	11.14. Promouvoir les échanges visant à renforcer les capacités des Membres du PROE (ÉTIO et membres métropolitains) dans les secteurs public et privé.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, CPS, UE, Centres de formation, Ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, Membres métropolitains (USEPA Region 9, Agence américaine pour la protection de l'environnement)					Nombre de programmes d'échange visant à renforcer les capacités mis en œuvre.
	11.15. Procéder à une évaluation nationale des besoins en formation (par rapport aux niveaux de compétences requis) pour la gestion et l'application intégrées des Déchets, Substances chimiques et Polluants (y compris la redondance pour faire face aux taux de rotation élevés du personnel).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Centres de formation, JICA, PROE (Secrétariat), Secteur privé					Nombre d'évaluations nationales des besoins de formation menées à bien et communiquées au Cabinet.
	11.16. Organiser des formations nationales sur les litiges, l'application, le respect, la conformité, la surveillance et la traçabilité de la législation en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants, y compris la pollution marine.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	AS, FP, NI, PNG, TO, TV, VU, SI, FJ (Samoa américaines, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Îles Salomon, Îles Fidji)	Bureaux du Procureur général, PROE (Secrétariat), ADEME (Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Énergie), OMI, UICN, INTERPOL, Commissaires de police du Pacifique, OCO, CPS, FAA, PILON, PIMLA					Nombre de personnes formées à l'application de la législation sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
E. OPTIMISER LA DIFFUSION DES RÉSULTATS ET DES EXPÉRIENCES EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS, SUBSTANCES CHIMIQUES ET POLLUANTS.									
12. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires se serviront des résultats du projet pour mettre en œuvre les programmes régionaux et nationaux de formation et de changement de comportement en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.	12.1. Concevoir et diffuser un modèle de plan régional de communication en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	Province du Sud de la Nouvelle-Calédonie					Diffusion du modèle de plan de communication en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.
	12.2. Concevoir et mettre en œuvre des plans d'action nationaux de communication en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), ONG, groupes communautaires/féministes					Nombre de plans d'action nationaux de communication en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants conçus et mis en œuvre.
	12.3. Créer une boîte à outils régionale en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants (y compris les méthodes pédagogiques) pour les écoles primaires, secondaires et supérieures.	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, ONG					Distribution d'une boîte à outils régionale pour la formation scolaire en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.
	12.4. Appliquer les boîtes à outils régionales à l'échelle nationale en vue de mettre en œuvre les programmes éducatifs en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants dans les écoles primaires, secondaires et supérieures.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Ministères de Enseignement, ONG, Chambres de commerce					Nombre d'ÉTIO mettant en œuvre des programmes de sensibilisation sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants, basés sur une boîte à outils régionale.
	12.5. Concevoir une boîte à outils régionale de sensibilisation aux Déchets, Substances chimiques et Polluants (y compris les méthodes pédagogiques) pour le secteur privé.	PROE (Secrétariat)	Tous	PIPSO, ADEME, Nouvelle-Calédonie, Chambres de commerce					Distribution d'une boîte à outils régionale pour la formation en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants, pour le secteur privé.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
12. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires se serviront des résultats du projet pour mettre en œuvre les programmes régionaux et nationaux de formation et de changement de comportement en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.	12.6. Appliquer les boîtes à outils régionales à l'échelle nationale en vue de mettre en œuvre les programmes de sensibilisation aux Déchets, Substances chimiques et Polluants dans le secteur privé.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	ONG, Chambres de commerce					Nombre d'ÉTIO mettant en œuvre des programmes de sensibilisation sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants, basés sur une boîte à outils régionale.
	12.7. Dispenser une formation aux Ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de matériel et programmes de sensibilisation à ce sujet.	PROE (Secrétariat)	Tous	UPS, JICA					Nombre de personnes formées à la conception et à la mise en œuvre des programmes de sensibilisation aux Déchets, Substances chimiques et Polluants.
	12.8. Élaborer et diffuser des études de cas sur les bonnes pratiques en matière de Déchets, Substances chimiques et Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	Organisations du CORP, Membres métropolitains, JICA					Nombre d'études de cas portant sur les bonnes pratiques en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants publiées.
	12.9. Mettre en œuvre des projets de démonstration communautaires (tels que l'installation de barrages flottants et de bacs à déchets, et l'évaluation des déchets collectée) pour sensibiliser la population à la pollution marine.	PROE (Secrétariat)	AS, PNG, SA, SI, TV (Samoa américaines, Papouasie-Nouvelle-Guinée, État indépendant de Samoa, Îles Salomon, Tuvalu)	Ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, PNUE					Nombre de projets de démonstration communautaires mis en œuvre.
	12.10. Préparer des notes d'information annuelles à l'intention des ministres et des chefs de gouvernement souhaitant intégrer les questions prioritaires sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants dans les forums des Représentants, notamment le MSG (Groupe Mélanésien Spearhead), le MCES (Sommet des chefs d'entreprise micronésiens), le PIFS, le FDIP, les forums ministériels sur le changement climatique, l'économie, le transport, l'énergie et l'éducation.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), CPS, PIFS, FDIP					Nombre d'ÉTIO préparant des notes d'information annuelles.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
F. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE ET NATIONALE									
13. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent organiser une Table ronde régionale pour un Pacifique propre afin de coordonner et de faciliter le dialogue et le réseautage dans la région, sur la gestion des déchets et la lutte contre la pollution.	13.1. Préparer une note conceptuelle détaillée sur la Table ronde pour un Pacifique propre et solliciter les opinions des Membres, des donateurs, des partenaires et d'autres intervenants. <i>La Table ronde pourrait être chargée d'élaborer un plan de mobilisation des ressources pour un Pacifique plus propre 2025 (qui comprend un cofinancement par les gouvernements nationaux).</i>	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, Membres métropolitains					Diffusion de la note conceptuelle de la Table ronde pour un Pacifique propre.
	13.2. Convoquer un comité interne pour faire avancer la planification de la première réunion de la Table ronde pour un Pacifique propre. <i>Les ÉTIO devront être avisées préalablement des dates des réunions afin d'inclure les frais de participation dans les budgets nationaux.</i>	PROE (Secrétariat)	Tous	–					Réunions de comités internes.
	13.3. Participer pleinement à l'organisation et à la mise en œuvre de la Table ronde pour un Pacifique propre (notamment en formulant en temps opportun des commentaires et en s'exprimant sur sa note conceptuelle).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	–					Nombre d'ÉTIO ayant formulé des commentaires durant le processus. Nombre d'ÉTIO participant à une ou plusieurs Réunions de la Table ronde.
	13.4. Affecter des ressources par le biais du processus budgétaire national (si possible) pour financer les frais de participation à la première Table ronde pour un Pacifique propre (à prévoir début 2016).	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	–					Nombre de représentants autofinancés des ÉTIO participants à la Table ronde pour un Pacifique propre
	13.5. Organiser la première réunion de la Table ronde pour un Pacifique propre.	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, tous les partenaires					Organisation d'une réunion de la Table ronde pour un Pacifique propre.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
14. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent renforcer la coopération et la coordination nationales et régionales en matière de gestion des déchets et de lutte anti-pollution.	14.1. Développer une base de données des capacités des ÉTIO et des membres métropolitains en matière de gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants (expertise, principaux contacts, parties prenantes, études de cas, etc.).	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, Centres de formation, ministères responsables de la gestion des Déchets, Substances chimiques et Polluants, Membres métropolitains (USEPA Region 9, Agence américaine pour la protection de l'environnement), CPS, UE					Base de données développée et renseignée.
	14.2. Rehausser le profil des enjeux et des bonnes pratiques en matière de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants par le biais de forums existants tels que le CORP, le Groupe de travail sur le secteur marin, PacMan, PMTA (Alliance du transport maritime du Pacifique), AOSIS (Alliance des petits États insulaires), MSG (Groupe Mélanésien Spearhead), MCES (Sommet des chefs d'entreprise micronésiens), PALM (Réunion des dirigeants des îles du Pacifique).	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants					Nombre de forums dont les questions prioritaires portant sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants sont à l'ordre du jour.
	14.3. Organiser un forum national annuel sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants ou participer aux forums existants en vue de soutenir et de promouvoir le partage des enseignements tirés et de répandre les bonnes pratiques.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Ministères du Tourisme, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, Secteur privé, Fournisseurs de déchets					Nombre de forums nationaux annuels organisés sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants.
	14.4. Rechercher des opportunités de partenariat avec des organisations régionales dans le domaine des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants : eau et assainissement, transports, énergie, réduction des risques de catastrophe, agriculture, tourisme, santé, foresterie et pêche.	PROE (Secrétariat)	Tous	FAA, CPS, SPTO (Organisation du tourisme du Pacifique Sud), WCPFC (Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest), PPA (Association de l'énergie du Pacifique), PIPSO (Organisation du secteur privé des îles du Pacifique), organisations du CORP					Nombre d'activités axées sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants impliquant d'autres organisations régionales.

ACTION STRATÉGIQUE	ACTIVITÉS	ORGANISME RESPONSABLE	ÉTIO PRIORITAIRES	PARTENAIRES POTENTIELS	CALENDRIER				INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ
					2016	2017	2018	2019	
14. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires doivent renforcer la coopération et la coordination nationales et régionales en matière de gestion des déchets et de lutte anti-pollution.	14.5. Établir un réseau d'organismes recyclant des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, d'expéditeurs et d'intervenants des ÉTIO en vue de favoriser la récupération des ressources issues des déchets d'emballage, des déchets électroniques, des huiles usées, des batteries plomb-acide usées, des conteneurs de transport et autres Déchets, Substances chimiques et Polluants.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, CPS, Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, ACOTRED, Fenua Ma, Membres métropolitains, PIRRIC					Mise en place d'un réseau de recyclage de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants. Nombre de membres du réseau de recyclage de Déchets, de Substances chimiques et de Polluants.
	14.6. Dresser un répertoire des organismes professionnels agréés pour la gestion de Déchets, de Substances chimiques et Polluants en vue d'une participation éventuelle des membres.	PROE (Secrétariat)	Tous	JICA, WMAA, SWANA, WasteMINZ, ACOTRED, PACMA, PMTA, ASTSWMO					Diffusion aux ÉTIO du Répertoire des organismes professionnels habilités à traiter des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
	14.7. Encourager les employés à participer aux activités des organismes professionnels habilités à traiter des Déchets, Substances chimiques et Polluants.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	–					Nombre de personnes prenant part aux organismes professionnels habilités à traiter des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
	14.8. Établir un Comité directeur national visant à traiter des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, en vue de soutenir la coordination et la surveillance des activités dans ce domaine entre les organismes responsables.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	Ministères du Tourisme, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, Secteur privé, Fournisseurs de déchets					Nombre de Comités directeurs nationaux fonctionnels habilités à traiter des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants.
15. Le PROE, les ÉTIO et leurs partenaires coopèrent pour assurer le suivi en temps utile de la Stratégie régionale intégrée de gestion des déchets et de lutte contre la pollution 2016/2025.	15.1. Préparer des rapports nationaux annuels sur les activités traitant des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, et les résultats.	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants	Tous	PROE (Secrétariat), autres ministères et organismes nationaux, JICA					Nombre de rapports régionaux annuels sur les activités axées sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants préparés.
	15.2. Préparer un rapport régional annuel sur les activités liées aux Déchets, Substances chimiques et Polluants, ainsi que les résultats obtenus (avec un soutien pour les rapports nationaux en ligne).	PROE (Secrétariat)	Tous	Ministères responsables de la gestion des Déchets, des Substances chimiques et des Polluants, PRIF, Partenaires de développement					Nombre de rapports nationaux annuels sur les activités axées sur les Déchets, Substances chimiques et Polluants préparés et soumis au PROE (Secrétariat).

